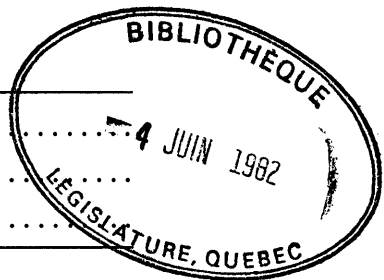


Projet de loi n° 63

Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objet de doter la Raffinerie de sucre du Québec d'un fonds social de 50 000 000 \$.

Une partie de ce montant représente les biens qui ont été cédés à la Société par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Une autre partie représente la conversion en actions d'une avance de 2 000 000 \$ qui a été consentie à la Société par le ministre des Finances.

Ce dernier paiera à la Société au cours de chacune des années financières 1983-1984 et 1984-1985 une somme n'excédant pas 9 000 000 \$ et au cours de l'année financière 1985-1986 une somme n'excédant pas 3 000 000 \$, pour un nombre équivalent d'actions de la Société. Le ministre des Finances pourra en outre verser à la Société, selon ses besoins, avec l'approbation préalable du gouvernement, une somme n'excédant pas 16 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions de la Société.

Ce projet de loi confie de plus à la Société le mandat:

1° de fabriquer, de raffiner, de conditionner et de mettre en marché du sucre, de betterave ou autre, et des dérivés, succédanés ou sous-produits du sucre; et

2° d'exercer toute activité industrielle, agricole, commerciale ou de recherche utile à la poursuite de ses objets.

Les affaires de la Société seront administrées par un conseil d'administration de trois à cinq membres nommés par le gouvernement, dont un président et un vice-président.

En outre, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pourra, dans le cadre de ses responsabilités et pouvoirs, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société. Ces directives seront soumises à l'approbation préalable du gouvernement et lieront la Société qui sera tenue de s'y conformer.

Enfin, ce projet de loi prévoit que la Société devra chaque année faire approuver par le gouvernement son plan de développement et

celui de ses filiales. Le gouvernement déterminera la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle il devra être présenté.

Projet de loi n° 63

Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

STATUT ET OBJETS DE LA SOCIÉTÉ

1. La corporation, ci-après désignée «la Société», qui a été constituée sous le nom de «Raffinerie de sucre de Québec» par l'émission de lettres patentes le 7 juillet 1943 en vertu de la Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à St-Hilaire (L.R.Q., chapitre E-13), continue d'exister sous le nom de «Raffinerie de sucre du Québec» et est régie par les dispositions de la présente loi.

2. La Société a son siège social dans le district judiciaire de Saint-Hyacinthe; elle peut, avec l'approbation du gouvernement, le transporter à tout autre endroit au Québec. Un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

3. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

4. La Société a pour objets:

1° de fabriquer, de raffiner, de conditionner et de mettre en marché du sucre, de betterave ou autre, et des dérivés, succédanés ou sous-produits du sucre;

2° d'exercer toute activité industrielle, agricole, commerciale ou de recherche utile à la poursuite des objets mentionnés au paragraphe 1°.

À ces fins, la Société peut, conformément à la loi, s'associer ou conclure des accords avec toute personne ou société.

Dans la réalisation de ses objets, la Société doit avoir un objectif de rentabilité.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION

5. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de trois à cinq membres dont un président et un vice-président.

Les membres du conseil d'administration sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38).

6. Les deux tiers des membres du conseil d'administration, dont le président, doivent être domiciliés au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise pour être membre du conseil d'administration de la Société.

7. Les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement pour une période qui ne peut excéder cinq ans.

8. Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé à nouveau.

Le gouvernement comble une vacance survenue avant l'expiration d'un mandat de la manière et pour la durée mentionnées à l'article 7.

Lorsqu'un membre du conseil d'administration est incapable d'agir, il est remplacé, dans le cas du président, par le vice-président et, dans le cas des autres membres, l'intérim peut être assuré par une personne que désigne le gouvernement qui fixe ses indemnités et allocations.

9. Le président du conseil d'administration est d'office président-directeur général de la Société.

Il doit veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration et il est responsable de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements de régie interne et de ses politiques.

10. La rémunération et les autres conditions d'exercice des fonctions du président-directeur général sont établies par un contrat qui le lie à la Société. Ce contrat n'a d'effet que s'il est ratifié par le gouvernement.

11. Le gouvernement fixe le traitement et, s'il y a lieu, les honoraires, les allocations ou le traitement additionnel des membres du conseil d'administration autres que le président, de même que les indemnités auxquelles ils ont droit.

12. Un membre du conseil d'administration, autre que le président, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit cet intérêt et celui de la Société doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt.

Le président-directeur général et les autres officiers ou employés de la Société ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit cet intérêt et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

Un intérêt dans une valeur mobilière inscrite à une bourse reconnue ne donne pas lieu à l'application du présent article s'il équivaut à moins d'un dix-millième du montant total en cours des valeurs mobilières inscrites de l'entreprise visée.

13. Le quorum du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres dont le président ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

14. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par lui et certifiés conformes par le président ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de la Société, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Société ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

15. Le secrétaire ainsi que les autres officiers et employés de la Société sont nommés et rémunérés d'après les effectifs, normes et barèmes établis par règlement de la Société.

CHAPITRE III

FINANCEMENT

16. Le fonds social autorisé de la Société est de 50 000 000 \$.

Il est divisé en 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

17. Les actions de la Société font partie du domaine public. Le ministre des Finances exerce les droits attachés à ces actions.

18. Dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, la Société délivrera au ministre des Finances des certificats d'actions représentant:

1° 20 000 actions entièrement acquittées de son capital social en paiement des avances de 2 000 000 \$ qu'il lui a faites en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire; et

2° 110 000 actions entièrement acquittées de son capital social à même les bénéfices non répartis de la Société au 31 mars 1982, en contrepartie des biens que lui a cédés le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

[[**19.** Le ministre des Finances paiera en outre à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, au cours de chacune des années financières 1983-1984 et 1984-1985, jusqu'à concurrence d'une somme de 9 000 000 \$ et au cours de l'année financière 1985-1986, jusqu'à concurrence d'une somme de 3 000 000 \$, pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

La Société ne peut employer un montant qui lui a été versé en vertu du présent article à des fins autres que celles qui sont agréées par le gouvernement. Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'observance du présent alinéa qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.]]

[[**20.** Le ministre des Finances est de plus autorisé à verser à la Société selon ses besoins, avec l'approbation préalable du gouvernement, en un ou plusieurs versements et aux autres conditions que ce dernier détermine, une somme de 16 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

Le ministre prend sur le fonds consolidé du revenu les montants requis pour l'application du présent article.]]

21. La Société délivre des certificats d'actions au ministre des Finances en retour des paiements effectués en vertu des articles 19 et 20, au fur et à mesure de leur versement.

CHAPITRE IV

POUVOIRS SPÉCIAUX ET CONDITIONS D'EXERCICE

22. La Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

1° acquérir ou détenir des actions, des parts ou des biens d'une entreprise poursuivant les mêmes fins ou des fins similaires;

2° contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées au-delà d'un montant déterminé par le gouvernement;

3° prendre des engagements financiers au-delà des limites fixées par règlement du gouvernement, lequel est publié à la *Gazette officielle du Québec*;

4° acquérir, louer et aliéner des immeubles dont la valeur excède les limites fixées par le gouvernement;

5° adopter des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne.

23. Les dividendes payés par la Société sont déclarés par le gouvernement et non par les administrateurs.

24. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, dans le cadre de ses responsabilités et pouvoirs, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société.

Ces directives sont soumises à l'approbation préalable du gouvernement. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'application du présent article qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.

Toute directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

CHAPITRE V

COMPTES ET RAPPORTS

25. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

26. La Société doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, produire au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ses états financiers ainsi qu'un rapport écrit de ses activités de l'exercice financier précédent. Les états financiers et le rapport doivent aussi contenir tous les renseignements que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut prescrire.

Le ministre dépose le rapport d'activités et les états financiers de la Société devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

27. La Société doit fournir au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

28. Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, par le vérificateur général ou, avec l'approbation du gouvernement, par un vérificateur dont les services sont proposés par la Société. Le rapport des vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Société visé dans l'article 26.

29. La Société doit chaque année faire approuver par le gouvernement son plan de développement et celui de ses filiales.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

30. Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions de la Partie II de la Loi sur les compagnies, sauf les articles 159 à 162, s'appliquent à la Société.

31. Les sections I et VII de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16) s'appliquent à la Société.

32. La Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) s'applique au président-directeur général de la Société.

33. Le président et les autres membres de la Société en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi deviennent président et membres du conseil d'administration de la Société; ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés à nouveau par le gouvernement de la manière et pour la durée mentionnées à l'article 7.

34. La présente loi remplace la Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betteraves à Saint-Hilaire (L.R.Q., chapitre E-13) et les lettres patentes du 7 juillet 1943 émises en vertu de l'article 1 de ladite loi.

35. Le préambule et l'article 13 du chapitre 23 des lois de 1943, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, sont abrogés.

36. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est chargé de l'application de la présente loi.

37. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

38. La présente loi entre en vigueur le jour de sanction.